



Open Access Repository  
[www.ssoar.info](http://www.ssoar.info)

## Y-at-il quelque chose de pourri dans la démocratie contemporaine? La vision des populismes contemporains (France et Italie)

Soare, Sorina; Stambazzi, Moreno

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

### Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Soare, S., & Stambazzi, M. (2017). Y-at-il quelque chose de pourri dans la démocratie contemporaine? La vision des populismes contemporains (France et Italie). *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 17(4), 575-608.  
<https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56125-8>

### Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

### Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

# **Y-at-il quelque chose de pourri dans la démocratie contemporaine ?**

## **La vision des populismes contemporains (France et Italie)**

**SORINA SOARE**

(Università degli Studi di Firenze)

**MORENO STAMBAZZI**

(Università degli Studi di Firenze/Università degli Studi di Torino)

### **INTRODUCTION**

Déjà présentes dans l'espace politique européen à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les formules populistes sont souvent évoquées comme une pathologie de la démocratie ou, au moins, en tant que défi de celle-ci. Assimilés à des formes de contestation de la démocratie représentative, les populistes d'aujourd'hui sont très souvent perçus comme étant des avatars des formules autoritaires de l'entre-deux-guerres. Mais force est de constater que, dans la plupart des cas, la contestation concerne moins le principe de la démocratie représentative et plus la forme de celle-ci, à savoir une démocratie capturée par les partis aux dépens des préférences du peuple<sup>1</sup>. Plus encore, ce que nous retrouvons dans le profil identitaire des partis populistes contemporains c'est moins l'ainsi-dit « populisme de rupture », à savoir des formules orientées ouvertement vers une déstabilisation du système politique en place et plus un populisme qui se veut « de contribution » au nom de ce qu'ils appellent le besoin d'un renouveau de la démocratie<sup>2</sup>.

À l'unisson, les populistes contemporains vitupèrent tous contre les dérives de la démocratie représentative, en réclamant un monopole moral d'une démocratie non-pervertie. Toutefois, force est de constater que, dans la pratique, il s'agit de populismes qui agissent tous, ou presque, dans les limites de l'ordre démocratique. À ce sujet, il nous semble important de faire appel à la distinction de Cas Mudde<sup>3</sup> entre radicalisme et extrémisme. Selon Mudde, l'extrémisme

---

<sup>1</sup> Daniele Caramani, « Will vs. Reason: The Populist and Technocratic Forms of Political Representation and Their Critique to Party Government », *American Political Science Review*, vol. 111, no. 1, 2017, p. 54.

<sup>2</sup> Guy Hermet, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, Paris, 2001.

<sup>3</sup> Cas Mudde, « The Populist Radical Right: A Pathological Normalcy », *West European Politics*, vol. 33, no. 6, 2010, pp. 1167-1186.

doit être perçu comme étant l'antithèse-même de la démocratie ; par conséquent, les partis extrémistes rejettent les présupposés centraux d'un système démocratique et, notamment, la souveraineté populaire<sup>4</sup>. En même temps, le radicalisme se définit en opposition avec une vision constitutionnelle, à savoir libérale, de la démocratie ; de ce point de vue, les partis dits radicaux acceptent les principes de base de la démocratie et ils critiquent une dérive constitutionnaliste. Dans ce cas-ci, le rapport conflictuel avec la démocratie est justifié au nom d'une perversion de nature élitiste ou, plus précisément, une perversion issue des limitations constitutionnelles apportées à la souveraineté populaire<sup>5</sup>. Par rapport à ce que l'on appelle la démocratie militante<sup>6</sup>, si les partis extrémistes représentent une menace pour un régime démocratique, les partis populistes restent dans les limites constitutionnelles du fonctionnement des partis, à savoir les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie (à titre d'exemple, l'art. 4 Constitution de la République Française).

Cette considération faite, nous pouvons joindre Tarchi<sup>7</sup> et affirmer que si les partis extrémistes (à savoir, l'extrême droite classique) critiquent le noyau dur de la démocratie et la volubilité des masses, les partis populistes ont un rapport de vénération envers le régime démocratique idéal, une démocratie qui se réduit à son acception étymologique de base : pouvoir du peuple (l'association entre *demos* et *kratos*). Il s'agit d'une démocratie régie, *in toto*, par des instruments d'expression directe de la volonté du peuple. Honnis sont d'ailleurs les mécanismes d'intermédiation, les partis en premier lieu.

Ces précisions faites, force est de constater que, depuis une décennie, il n'y a presque plus aucun État membre de l'Union européenne (UE) qui ne soit pas hanté, d'une manière plus ou moins prégnante, par des exposants politiques associés au genre populiste. Que ce soit Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne, le Parti pour la liberté en Hollande ou l'Action des citoyens mécontents en République tchèque, le Parti de la liberté d'Autriche ou le Jobbik en Hongrie, le populisme semble être non seulement dans l'esprit du temps du point de vue des thèmes touchés, mais surtout dans les préférences des électeurs. Il surprend peu alors le fait que, s'il y a une parole qui attire l'attention des médias et de la littérature scientifique, c'est décidément le cas du populisme.

Utilisé souvent sans trop de précautions, le populisme devient fréquemment un concept fourre-tout, où il est possible de retrouver des partis, des *leaders* ou des mouvements dont les caractéristiques sont bien différentes. Nous y retrouvons des exposants de la droite radicale populiste tout comme

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 1168.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 1169.

<sup>6</sup> Karl Loewenstein, « Militant Democracy and Fundamental Rights II », *The American Political Science Review*, vol. 31, no. 4, 1937, pp. 638-658.

<sup>7</sup> Marco Tarchi, *Italia Populista. Dal qualunquismo a Beppe Grillo*, Il Mulino, Bologna, 2015, p. 125.

différentes formes d'extrémismes qui côtoient la vie politique contemporaine. De la même manière, il y a moyen de compter parmi ceux qui sont considérés comme des populistes, toute manifestation politique qui attire l'attention des médias et, dès lors, être populaire signifie souvent être (potentiellement au moins) populiste. Parole à la mode mais incontestablement très peu précise dans son application dans le langage commun, dans les interprétations des médias et parfois même dans les interventions des experts, le populisme soulève d'autant plus de tollé qu'il est rarement une caractérisation assumée. Ce sont les autres qui désignent d'une manière péjorative un acteur politique, souvent un concurrent, comme étant un populiste. Tout au plus, c'est dans la logique d'une provocation assumée que certains acteurs s'auto-présentent comme des populistes. En bref, le populisme semble être tout ce que nous n'aimons pas dans la compétition politique, voire même tout ce que nous percevons comme dangereux. Il ne surprend alors guère que, lorsque les élections voient la montée de partis définis comme étant populistes, la production de textes divulgateurs et scientifiques sur la question augmente.

Pourquoi s'adresser alors à un terrain déjà battu ?

Nous pouvons justifier ce choix de recherche à deux niveaux. D'un côté, il s'agit d'une contribution qui se propose de clarifier les frontières conceptuelles du populisme en répondant au défi de l'usage extensif et englobant du concept qui tend à perdre non pas seulement toute signification, mais aussi toute capacité à rendre intelligible la réalité politique. De l'autre, il s'agit d'une opération qui vise à garantir la profondeur du concept. D'où une question de recherche simple et toutefois pleine de conséquences : *quel est le contenu de la critique des partis populistes par rapport à la démocratie ?*

Pour y répondre, nous nous proposons de travailler au-delà de ce que Mudde appelle, à juste titre, *un savoir reçu*, un élément acquis par la littérature sans une recherche empirique de détail. Il y a, en effet, une littérature très riche sur le sujet : populisme et démocratie<sup>8</sup>. La plupart de ces textes insistent sur la contestation, voir même le potentiel déstabilisateur, de ces partis et sur leur préférence pour des institutions de la démocratie directe. Ce dernier aspect est souvent associé à la facilitation d'une expression sans-intermédiation de la souveraineté populaire et à la capacité de limiter le pouvoir des minorités et des élites. En considérant les différentes acceptions du peuple pour les populismes identifiés par la littérature, nous reformulons notre demande de recherche d'une

---

<sup>8</sup> À titre d'exemple : Nadia Urbinati, « Democracy and Populism », *Constellations*, vol. 5, 1998, pp.110-124 ; *Idem*, *Democracy Disfigured. Opinion, Truth, and the People*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 2014 ; Margaret Canovan, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, vol. 47, no. 1, 1999, pp. 1-16 ; Yves Mény, Yves Surel (éds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Palgrave, Basingstoke, 2002 ; Koen Abts, Stefan Rummens, « Populism versus Democracy », *Political Studies*, vol. 55, no. 2, 2007, pp. 405-424, etc.

manière encore plus précise : *comment les différentes acceptions du peuple influencent-elles sur la critique de la démocratie formulée par les partis populistes ?*

Afin de pouvoir garantir un équilibre entre la profondeur de la recherche et la capacité de généralisation, nous allons focaliser notre attention sur une comparaison comprenant quatre partis populistes : le Mouvement 5 Étoiles (Movimento Cinque Stelle, M5S) et la Ligue du Nord (LN) en Italie et le Front National (FN) et la France insoumise (FI) en France. Le choix de ces quatre cas n'est pas arbitraire. Tout d'abord, il y a un critère lié à la facilité d'accès linguistique à l'analyse des documents de partis, ce qui permet une restitution en profondeur des cas analysés. En même temps, notre comparaison est circonscrite à deux pays dont les systèmes politiques ont des structures relativement proches du point de vue de la familiarité avec le populisme. Dès lors, le nombre des cas analysés nous apparaît particulièrement utile pour une recherche qui met ensemble la profondeur et l'extension. Nous avons un échantillon de partis composé par deux partis assimilés par la littérature à la droite populiste radicale (le FN et la LN), un parti représentant la gauche radicale populiste (la FI) et, enfin, une forme pure de populisme (le M5S)<sup>9</sup>. En même temps, nous avons à faire à des partis pertinents d'un point de vue politique : leur pouvoir en siège est associé dans tous les quatre cas à un potentiel de chantage, voire même d'un potentiel de coalition comme dans le cas de la LN. Nous avons exclu de notre analyse deux cas – Les Frères d'Italie (Fratelli d'Italia) et Debout la France – des exposants de ce que l'on appelle habituellement la droite souverainiste. Malgré des similitudes<sup>10</sup>, il s'agit de deux familles *spirituelles* bien distinctes. Compte tenu de ces précisions, avec un nombre moyen des cas considérés, nous avons la possibilité d'inclure des réalités empiriques diverses, sans pour autant augmenter le niveau d'abstraction, ce qui pénaliserait le détail de la reconstruction qualitative. Afin de garantir l'homogénéité à notre analyse, nous allons prendre en considération exclusivement les documents et les prises de position dans la période post-2015. Cette césure chronologique nous permet de nous focaliser sur des années denses pour les partis populistes dans le contexte de la crise des réfugiés politiques.

Notre analyse s'organise en quatre sections. Tout d'abord nous allons fournir quelques précisions sur les critères définitoires du populisme afin de procéder par la suite à une reconstruction de la relation entre populisme et démocratie. Dans la deuxième partie nous allons brièvement introduire les quatre cas analysés du point de vue de la synchronisation avec les critères définitoires du populisme. Dans la troisième partie nous allons cerner les

<sup>9</sup> Parmi d'autres voir : Marco Tarchi, *Italia Populista...*cit. ; Gilles Ivaldi, Andrej Zaslove, Agnes Akkerman, *La France populiste ?*. Note de recherche ENEF/Sciences Po-CEVIPOF, no. 30. 2017 disponible à : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01491961/document>. (consulté le 22 janvier 2018)

<sup>10</sup> Pour des détails voir Marco Tarchi, *Italia Populista...*cit.

visions populistes de la démocratie selon les quatre partis de référence. Enfin, dans la quatrième partie nous allons tirer des conclusions et formuler des observations à caractère général.

## LE POPULISME ET LA DÉMOCRATIE : LA BÊTE ET LA BELLE ?<sup>11</sup>

Avant de nous pencher sur le complexe rapport entretenu par le populisme avec la démocratie représentative, quelques considérations introductives sont nécessaires. Il faut, en effet, fournir une délimitation conceptuelle plus claire de l'objet d'étude et cela car, depuis plus d'un demi-siècle, la lutte pour faire accepter la crédibilité scientifique du mot n'a pas cessé<sup>12</sup>. En partie, sa faible valeur analytique est due à son caractère « caméléonesque » et à sa grande diversité dans le temps et dans l'espace. Taguieff s'interroge d'ailleurs sur l'utilité des inventaires des diverses formes et manifestations des populismes observables<sup>13</sup>. En feuilletant les nombreuses publications sur l'argument, nous retrouvons des partis et mouvements de la droite radicale<sup>14</sup>, des formations ayant un registre argumentatif privilégiant l'inclusion avec d'autres plutôt penchés vers l'exclusion<sup>15</sup> et pleins d'autres formules politiques à message protestataire qui vont au-delà des clivages

---

<sup>11</sup> Métaphore proposée par Alfio Mastropaolo.

<sup>12</sup> Allan Sikk, « Parties and Populism », Centre for European Politics, Security and Integration (CEPSI), Working Paper No. 1, London, disponible à : <http://discovery.ucl.ac.uk/1400395/1/PartiesandPopulism.pdf>. (consulté le 22 janvier 2018).

<sup>13</sup> Pierre-André Taguieff, *L'Illusion Populiste*, Éditions Berg International, Paris, 2002.

<sup>14</sup> Hans-Georg Betz, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, Palgrave Macmillan, New York, 1994 ; Herbert Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*, University of Michigan Press, Ann Arbor, MI., 1995 ; Piero Ignazi, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford University Press, Oxford, 2003 ; Michael Minkenberg, « The Renewal of the Radical Right: Between Modernity and Anti-Modernity », *Government and Opposition*, vol 35, no. 2, 2000, pp. 170-188 ; Elisabeth Carter, *The Extreme Right in Western Europe: Success Or Failure?*, Manchester University Press, Manchester, 2005.

<sup>15</sup> Cas Mudde, Cristóbal Rovira Kaltwasser, « Exclusionary vs. Inclusionary Populism: Comparing Contemporary Europe and Latin America », *Government and Opposition*, vol. 48, no. 2, 2013, pp. 147-174. Nous partageons à ce propos l'interprétation de Ruth et Hawkins conformément à laquelle la distinction entre inclusion et exclusion (matérielle, politique ou symbolique) proposée par Mudde et Kaltwasser reprend implicitement les notions de représentation substantive, descriptive et symbolique de Pitkin. Saskia P. Ruth, Kirk A. Hawkins, « Populism and Democratic Representation in Latin America », in Christina Holtz-Bacha, Oscar Mazzoleni, Reinhard Heinisch (éds.), *Handbook on Political Populism*, Nomos, Baden-Baden, 2017, pp. 255-273.

traditionnels<sup>16</sup>. En parallèle, différentes perspectives théoriques ont été utilisées afin d'analyser ses manifestations empiriques. Nous y retrouvons ainsi des études liées à la théorie de la modernisation, à la psychologie politique, à la théorie démocratique, à la politique partisane, et cela d'autant plus que les cas étudiés remontent au XIX<sup>e</sup> siècle et couvrent pratiquement tous les continents<sup>17</sup>. Plus encore, les angles d'analyse se multiplient aussi. Le populisme a été analysé en tant qu'idéologie, mentalité, logique, discours, stratégie ou style politique<sup>18</sup>. Au cours des différentes périodes chronologiques et contextes historiques, selon les multiples auteurs intéressés au sujet, le plus petit dénominateur commun de ces phénomènes a toujours été l'identité positive basée sur l'appel au peuple et leur identité négative, à savoir la dénonciation de la dégradation due aux structures consolidées de pouvoir et à l'imposition de leurs valeurs dominantes<sup>19</sup>. Dans tous les cas, les partis populistes prétendent avoir le monopole de la représentation du peuple authentique, réel, le peuple des « oubliés » ou de la « majorité silencieuse » qui doit être défendu contre les dérives du « système »<sup>20</sup>.

Au-delà des différences liées au contexte<sup>21</sup>, les populistes vénèrent le peuple en tant qu'entité morale homogène et unitaire, menacée à la fois par la structure<sup>22</sup> et par des agents<sup>23</sup>. Il est, donc, important de souligner le fait que

<sup>16</sup> Noam Gidron, Bart Bonikowski, *Varieties of Populism. Literature Review and Research Agenda*, Weatherhead Working Paper Series, n. 13-0004, 2013, disponible à : [https://scholar.harvard.edu/files/gidron\\_bonikowski\\_populismreview\\_2013.pdf](https://scholar.harvard.edu/files/gidron_bonikowski_populismreview_2013.pdf).

(consulté le 30 décembre 2017).

<sup>17</sup> Sergiu Gherghina et al., *Contemporary Populism: A Controversial Concept and Its Diverse Forms*, Cambridge Scholars Publishing, Newcastle upon Tyne, 2013 ; Noam Gidron, Bart Bonikowski, *Varieties of Populism...*cit.

<sup>18</sup> Voir à ce sujet Noam Gidron, Bart Bonikowski, *Varieties of Populism...*cit. ; Benjamin Moffitt, Simon Tormey, « Rethinking Populism: Politics, Mediatisation and Political Style », *Political Studies*, vol. 62, no. 2, 2014, pp. 381-397.

<sup>19</sup> Margaret Canovan, « Trust the People!...cit. », pp. 2-16.

<sup>20</sup> Gilles Ivaldi et al., *La France populiste ?*, cit., p. 2.

<sup>21</sup> *Ibidem*.

<sup>22</sup> Dont notamment les institutions domestiques et les procédures d'une démocratie excessivement penchée de son côté libéral, mais aussi les institutions internationales et, par exemple, la primauté de l'ordre juridique communautaire à l'égard du droit des États membres.

<sup>23</sup> Par exemple, les élites politiques, économiques ou culturelles d'un pays mais aussi toute une série de menaces culturelles et économiques qui viennent de l'extérieur, que ce soit des groupes sociaux, par exemple, les immigrés, des structures bancaires, ou d'individus auxquels on associe un pouvoir déstabilisateur. À ce sujet, nous rappelons la perméabilité du populisme par rapport à la théorie de la conspiration et nous mentionnons à titre d'exemple le cas récent de George Soros à qui on associe toute une série de conspirations de nature politique (par exemple le révisionnisme territorial, culturel et/ou religieux. Emilie Tamkin, « Who's Afraid of George Soros? How an Octogenarian Businessman became the Bogeyman of Europe », *Foreign Policy*, le 10 octobre 2017, disponible à :

nous avons à faire à la vénération d'un peuple organique. Cette organicité se retrouve d'ailleurs dans l'origine étymologique de la parole grecque *dèmos*, à savoir l'idée d'un lien (déo = lier) ou d'un corps (démas = charpente du corps)<sup>24</sup>.

Afin de pouvoir mieux isoler notre objet de recherche, il nous semble important de rappeler les paroles de Taguieff :

« Nous savons intuitivement à quoi nous nous référons lorsque nous appelons populiste un mouvement ou une idéologie, mais nous éprouvons la plus grande difficulté à traduire cette intuition en concepts »<sup>25</sup>.

En lien avec nos observations précédentes, nous pouvons rappeler que le genre populiste partage trois points principaux : la vénération du peuple, la critique des élites (politiques avant tout, mais non seulement) et le culte de la volonté générale<sup>26</sup>. Cette précision faite, nous rejoignons ce qui représente dans la littérature actuelle la définition la plus consensuelle du populisme, à savoir le populisme en tant qu'« idéologie à cœur faible », une idéologie compatible avec une multiplicité de positions politiques provenant des idéologies traditionnelles. Le populisme peut alors être défini comme une vision manichéenne de la politique, basée sur la collision entre deux champs antagonistes et homogènes, le peuple pur et l'élite corrompue, et l'exhortation à concevoir la politique en tant qu'expression de la volonté générale du peuple<sup>27</sup>. La force de cette définition minimale est liée avant tout à l'identification très claire des critères *sine qua non* d'une manifestation populiste. D'autres critères peuvent être certainement intégrés (voir par exemple la question du mode de légitimation de type charismatique pour Taguieff), mais c'est le noyau essentiel identifié par Mudde qui nous permet de séparer le bon grain populiste de l'ivraie atypique. Sur ce fondement, il y a moyen de préciser encore plus « le bon grain populiste ». Nous pouvons identifier deux sous-types : le populisme d'exclusion qui se fonde sur la valorisation du nativisme et de l'autoritarisme (voir la droite radicale populiste)<sup>28</sup> et le populisme d'inclusion (la gauche radicale populiste). Ce dernier est un populisme d'origine marxiste, caractérisée par l'importance de

---

<http://foreignpolicy.com/2017/10/10/whos-afraid-of-george-soros/>. (consulté le 30 décembre 2017).

<sup>24</sup> Michel Grodent, « De dèmos à populus », *Hermès. La Revue*, vol. 2, no. 42, 2005, pp. 17-22.

<sup>25</sup> Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 56, 1997, p. 6.

<sup>26</sup> Cristóbal Rovira Kaltwasser, « The Responses of Populism to Dahl's Democratic Dilemmas », *Political Studies*, vol. 62, no. 3, 2014, pp. 470-487.

<sup>27</sup> Cas Mudde, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, vol. 39, no. 4, 2004, pp. 542-544.

<sup>28</sup> Cas Mudde, Cristóbal Rovira Kaltwasser, « Exclusionary vs. Inclusionary Populism...cit. », et Luke March, « Left and Right Populism Compared : The British Case », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 19, no. 2, 2017, pp. 282-303.



la *vox populi* au détriment de celle des prolétaires et une valorisation accrue des particularismes (nationaux, régionaux et ethniques) au détriment de l'internationalisme traditionnel.

Une fois défini l'objet de l'étude, il est temps de fournir quelques observations liées à la relation entre le populisme et la démocratie. Le point de départ est qu'il s'agit d'une relation qui va au-delà d'une simple parenté étymologique, à savoir le rôle central accordé au peuple. Il faut également ajouter que la démocratie fait par excellence partie de ce que l'on appelle des concepts essentiellement contestés<sup>29</sup>, à savoir des concepts instables sémantiquement et pragmatiquement. À ce propos, Ginzburg avait brillamment insisté sur l'écueil de ce qu'il appelle « la trompeuse familiarité » que nous pouvons avoir avec des mots qui font partie du langage quotidien, comme par exemple les cas apparentés de démocratie et représentation, des mots toutefois sujets à la rigueur scientifique<sup>30</sup>. D'une manière schématique, nous pouvons alors dire que l'idée de démocratie est intimement liée à celle de représentation proposée par Pitkin, à savoir rendre présent quelque chose qui néanmoins n'est pas présent au sens propre ou, plus précisément, à la « représentation substantielle » comme étant la défense des intérêts des représentés par le représentant de manière que la position du dernier soit synchronisée avec les souhaits que les premiers expriment<sup>31</sup>. Il faut aussi rappeler, dès le début, que si la démocratie est perçue comme un concept ayant une connotation positive par excellence, le populisme est exactement le contraire. Il est généralement appréhendé sinon pas comme une pathologie, au moins en tant que manifestation d'un mal-fonctionnement démocratique. Plus encore, le populisme est vu comme étant contagieux, voire aussi héréditaire<sup>32</sup>. Sur la base d'une synonymie forcée avec le fascisme, le populisme devient un mot épouvantail. À ce propos, Taguieff rappelle que le plus souvent la catégorisation de populiste est associée à des expressions péjoratives : dérive, dangers, mal, prurit, etc.<sup>33</sup>.

Mais au-delà de ces simplifications stériles pour l'analyse scientifique, le lien entre le populisme et la démocratie est garanti par « le paradoxe d'un terme négatif et péjoratif qui dérive de ce qui fonde positivement la vie démocratique. On exècre le populisme alors que l'on exalte le principe de la

<sup>29</sup> Walter B. Gallie, « Art as an Essentially Contested Concept », *The Philosophical Quarterly*, vol. 6, no. 23, 1956, pp. 97-114.

<sup>30</sup> Carlo Ginzburg, « Représentation : le mot, l'idée, la chose », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 46, no. 6, 1991, pp. 1219-1234.

<sup>31</sup> Hanna F. Pitkin, *The Concept of Representation*, University of California Press, Berkeley, 1967.

<sup>32</sup> Voir à ce propos les commentaires de Robert S. Jansen, « Populist Mobilization: A New Theoretical Approach to Populism », *Sociological Theory*, vol. 29, no. 2, 2011, p. 77.

<sup>33</sup> Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique...cit. », pp. 4-5.

souveraineté du peuple »<sup>34</sup>. Ce paradoxe, continue Rosanvallon, est dû à « l'écart entre l'évidence d'un principe, la souveraineté du peuple, le pouvoir au peuple, et le caractère problématique de ce peuple comme sujet social et politique »<sup>35</sup>. La parenté superficielle entre populisme et démocraties se montre dans toute sa complexité dans ce que Rosanvallon appelle ailleurs le « peuple introuvable »<sup>36</sup> ou le choc entre le peuple fondamentalement « fictif » de la représentation démocratique et le peuple « réel » des populistes. C'est au nom du peuple réel que les populistes critiquent l'hypertrophie de la partie libérale ou constitutionnelle de la démocratie aux dépens de la dimension populaire de celle-ci<sup>37</sup>. Plus précisément, la démocratie libérale se construit certes en référence directe à la souveraineté du peuple mais, comme le rappelle Plattner, celle-ci essaie de limiter la règle de la majorité afin qu'elle ne viole pas les droits des individus et des minorités<sup>38</sup>. En privilégiant une vision abstraite du peuple, pour reprendre les paroles de Rosanvallon, le peuple de la démocratie libérale devient le peuple d'individus équivalents du point de vue du règne de la loi, mais en même temps un peuple dépourvu de sa substance et organicité. Dès lors, la démocratie libérale est conçue comme étant de plus en plus une démocratie déséquilibrée en faveur du principe du droit libérateur et du pouvoir qui limite le pouvoir, en pénalisant implicitement l'élément populaire<sup>39</sup>. Dans ce contexte, la légitimité garantie par le peuple émerge occasionnellement, comme par exemple pendant les élections, tandis que dans la quotidienneté la démocratie est capturée par les corps intermédiaires, à savoir les partis et leurs élites.

Il est donc fondamental de distinguer une opposition au système démocratique et une opposition à la structure du pouvoir. Cette dernière correspond au genre populiste et voit dans les partis et leurs élites l'obstacle principal à la valorisation de la dimension populaire de la démocratie. Il s'agit d'une démocratie qui, au-delà du processus électoral circonscrit au moment du vote effectif, dépossède le citoyen de son droit *naturel* sur la politique. Comprise à la manière d'Aristote<sup>40</sup> en tant que ordre social spontané qui aménage les relations entre les groupes sociaux, la politique des populistes n'est

<sup>34</sup> Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », le 27 septembre 2011, disponible à : <http://www.laviedesidees.fr/Penser-le-populisme.html> (consulté le 22 janvier 2018).

<sup>35</sup> *Ibidem*.

<sup>36</sup> Pierre Rosanvallon, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 1994.

<sup>37</sup> Margaret Canovan, « Trust the People!...cit. », pp. 2-3 ; Marc Plattner, « Populism, Pluralism, and Liberal Democracy », *Journal of Democracy*, vol. 21, no.1, 2010, pp. 81-92 ; Yves Mény, Yves Surel, *Par le peuple pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Fayard, Paris, 2000.

<sup>38</sup> Marc Plattner, « Populism...cit. », p. 86.

<sup>39</sup> Yves Mény, Yves Surel, *Par le peuple pour le peuple...cit.*

<sup>40</sup> Voir à ce propos l'analyse d'Olivier Nay, *Histoire des idées politiques. La pensée politique occidentale de l'Antiquité à nos jours*, 2<sup>e</sup> édition, Armand Collin, Paris, 2016, §3.

certaines pas une question d'agencements institutionnels ou d'équilibre entre minorités et majorité, mais une réalité naturelle où le citoyen aspire à s'épanouir à la fois du point de vue de la dimension matérielle et immatérielle. Or, les élites ont dépouillé la dimension organique de la politique démocratique en faveur d'un complexe édifice d'institutions, normes et interprétations juridiques qui garantissent davantage les intérêts des minorités, les accords techniques supranationaux ou encore des intérêts privés orientés à l'enrichissement de quelques individus privilégiés. La dérive oligarchique qui en découle explique l'opposition que le populisme exprime d'une manière véhémente par rapport aux structures du pouvoir qui contrôlent et pervertissent le fonctionnement de la démocratie en faisant taire le peuple réel et en lui imposant des valeurs allochtones qui risquent de le corrompre, voir même d'en détruire l'organicité<sup>41</sup>.

Le peuple doit être donc le filtre de toute analyse du rapport entre populisme et démocratie. C'est au nom du peuple que les populistes critiquent à la fois les *inputs* et *outputs*<sup>42</sup> des institutions démocratiques. Dès lors, les accusations que les populistes formulent par rapport à une démocratie pervertie s'articulent autour des trois principales acceptions du peuple<sup>43</sup>. Il s'agit ainsi d'une critique en vue de :

- (1) restaurer l'autorité authentique du peuple-*demos* ou le peuple-souverain ;
- (2) diminuer/annuler les distorsions générées par les élites politiques et économiques au niveau du patrimoine matériel et faire place aux besoins du peuple-*plebs*, à savoir le contraire des anciens *patricii* ;
- (3) se réapproprier des valeurs du peuple-*ethnos*, à savoir la communauté organique, presque familiale, en protégeant son patrimoine immatériel, la dimension culturelle et son identité.

Dans chacune de ces trois déclinaisons, il est intéressant de noter que le populisme se place toujours comme le pourvoyeur d'une critique de l'intérieur de la démocratie en vue du rétablissement des droits du *peuple*. Dans le premier

<sup>41</sup> Margaret Canovan, «Trust the People!...cit. », pp. 3-4.

<sup>42</sup> Nous utilisons la distinction de Fritz W. Scharpf (*Gouverner l'Europe*, Presses de sciences Po, Paris, 2000) qui prend en considération deux dimensions centrales de la question démocratique : l'authenticité garantie par les *inputs* du peuple en tant que seule source légitime de pouvoir (gouvernement par le peuple) et l'efficacité orientée vers les *outputs*, c'est-à-dire par l'exigence de résultats posés à l'action publique (gouvernement pour le peuple). Nous utilisons la traduction française citée par Jacques Gerstlé, « Introduction : démocratie représentative, réactivité politique et imputabilité », *Revue Française de Science Politique*, vol. 53, no. 6, 2003, pp. 851-858, disponible à : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2003-6-page-851.htm#re11no11>. (consulté le 22 janvier 2018).

<sup>43</sup> Nous utilisons la distinction utilisée par Yves Mény et Yves Surel qui se superpose partiellement avec celle de Margaret Canovan. Voir à ce propos le commentaire de Marco Tarchi, *Italia Populista...cit.*, pp. 53-54.

cas, l'objectif est la restauration du primat absolu de la souveraineté du peuple dans l'ordre politique ; dans le second cas, il s'agit de permettre à la majorité saine (au peuple réel) de résister face à une élite corrompue. Dans le troisième cas, l'objectif est l'affirmation de la défense du patrimoine immatériel d'une communauté à l'intérieur d'un territoire généralement revendiqué comme une nation.

La préférence des populistes pour des interprétations manichéennes influe sur l'idéal même de démocratie qu'ils proposent. La démocratie des populistes implique la garantie de la qualité de l'*input* démocratique ; à ce propos, ils critiquent l'incapacité des institutions de la démocratie libérale de garantir un véritable gouvernement par le peuple ou, pour reprendre les paroles de Gerstlé, à la fois l'authenticité des préférences et le sens du mécanisme de la reddition des comptes<sup>44</sup>. La démocratie des populistes est alors une démocratie qui pose au centre de leur projet la réactivité complète et obligée des gouvernants aux préférences des citoyens afin que l'*output* des décisions publiques corresponde aux souhaits des citoyens<sup>45</sup>. En même temps, ils manifestent un certain malaise par rapport à la représentation garantie par des corps intermédiaires et considèrent les élections comme des moyens incomplets de représentation considérant qu'elles fournissent une connaissance partielle, fictive et/ou approximative des souhaits du peuple<sup>46</sup>. Dès lors, la centralité de la réactivité des décideurs explique la portée de la critique de l'efficacité et d'efficience de la gouvernance démocratique actuelle<sup>47</sup>. Les populistes ciblent l'incapacité de garantir un gouvernement pour le peuple, à savoir le peuple réel et non pas la fiction des juristes. Ils critiquent alors la performance de l'*output* démocratique, autrement dit la capacité de fournir des politiques dans l'intérêt de la majorité en privilégiant les minorités aussi. Cela implique également la critique de la manière selon laquelle les politiques sont adoptées et, plus en général, l'absence de transparence et de responsabilité des élites. Du point de vue de l'*output* politique, en poursuivant sur la ligne tracée par Reynié, le contentieux des populistes concerne, alors, l'utilisation de ressources matérielles raréfiées dans des choix de politiques publiques qui pénalisent le peuple, tout comme des politiques qui ignorent le malaise culturel de la majorité.

En bref, nous rejoignons les observations très récentes de Ruth et Hawkins<sup>48</sup> et Caramani<sup>49</sup>, quand ils affirment que le populisme conteste avant tout la prétention de la démocratie (entendue comme démocratie des partis) à

<sup>44</sup> Jacques Gerstlé, « Introduction...cit. ».

<sup>45</sup> *Ibidem*.

<sup>46</sup> Daniele Caramani, « Will vs. Reason...cit. » ; Marco Tarchi, *Italia Populista...cit.* ; Saskia P. Ruth, Kirk A. Hawkins, « Populism and Democratic Representation...cit. ».

<sup>47</sup> Jacques Gerstlé, « Introduction...cit. ».

<sup>48</sup> Saskia P. Ruth, Kirk A. Hawkins, « Populism and Democratic Representation...cit. », pp. 255-273.

<sup>49</sup> Daniele Caramani, « Will vs. Reason...cit. ».

garantir la représentation. À ce sujet, la démocratie des populistes n'est pas seulement une démocratie positive, à savoir la démocratie dans sa dimension populaire garantie par l'étymologie même de la parole, mais aussi une démocratie *ex negativo*, à savoir une démocratie anti-partis et anti-élites. Nous pourrions donc dire que la démocratie des populistes est une démocratie qui fait ainsi que les intérêts des citoyens ne soient plus ignorés, voir même nuits, par les choix politiques. C'est donc une démocratie basée sur la représentation (dans son acception substantive) qui permet une congruence entre représentés (le peuple) et action publique. En même temps, ils promeuvent une démocratie qui puisse garantir la ressemblance entre les représentés et les représentants, un renvoi implicite à la dimension symbolique et descriptive de la démocratie selon Pitkin<sup>50</sup>. Dans les deux interprétations, le peuple émerge comme la force active de la représentation politique<sup>51</sup>, une force qui doit être ressuscitée après une usurpation de ses droits par les élites au nom de principes cosmopolites qui sont en conflit manifeste avec les intérêts de la communauté organique, avec le principe-même de la souveraineté du peuple et son application à travers la décision majoritaire.

En bref, en reprenant Bouvet<sup>52</sup>, il est important de souligner le fait que le peuple du populisme est également le peuple de la démocratie. Mais si les populistes concordent avec les partis et les élites traditionnelles qu'il faut « aller au peuple », « le comprendre » et souvent « lui donner raison », une différence persiste, comme nous l'avons déjà mentionné, compte tenu du fait que la démocratie des populistes est perçue comme une forme in-civilisée, crainte et abhorrée du modèle constitutionnel<sup>53</sup>.

Une dernière précision s'impose ; il s'agit du passage du discours à l'action. Ce passage est garanti, malgré les réticences envers toute forme d'intermédiations, par un *leader* qui cristallise politiquement les aspirations du peuple<sup>54</sup>. À cet égard, nous rejoignons Mény et Surel qui associent aux *leaders* populistes une fonction tribunitienne qui transforme le *leader* dans une prolongation nécessaire de la communauté organique contre une classe politique accusée d'avoir perdu sa légitimité et ses racines populaires. Dans la métaphore du *tribunus plebis* nous retrouvons non seulement la référence à la figure du magistrat doué d'une légitimité procédurale en tant qu'élu avec un programme de défense des droits et des intérêts des pauvres et faibles contre les *patriciens* d'aujourd'hui, mais aussi une légitimité symbolique issue de la métaphore du

<sup>50</sup> Saskia P. Ruth, Kirk A. Hawkins, « Populism and Democratic Representation...cit. ».

<sup>51</sup> Daniele Caramani, « Will vs. Reason...cit. », p. 54.

<sup>52</sup> Laurent Bouvet, *Le sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*, Gallimard, Paris, 2012.

<sup>53</sup> *Ibidem*.

<sup>54</sup> Sorina Soare, « Populism and Leadership: Is there Anything New under the Sun? », *Studia Universitatis. Europea*, no. 3, 2017, pp. 121-150.

combat de David contre Goliath, le *leader* populiste contre le système. Le *leader* populiste brandit alors une double légitimité : celle de représentant politique ayant un mandat issu d'élections démocratiques et celui du « oint » messianique qui garantit le salut miraculeux, des solutions thaumaturgiques et le bien-être généralisé.

Dès lors, il nous semble important de préciser qu'à la recherche du contenu de la critique de la démocratie formulée par le populisme, il faut partir de la définition même du peuple. Avant de voir dans le détail comment cette critique s'articule dans la pratique, nous allons brièvement encadrer les quatre partis sujets de notre analyse.

## LE POPULISME DANS LA VIE RÉELLE

Qu'il s'agisse de la France ou de l'Italie de nos jours, les analyses scientifiques journalistiques ou académiques leur associent souvent l'épithète de pays des populistes et cela car dans les dernières élections ou dans les sondages les plus récents, des exposants du genre populiste se retrouvent aux premières places dans les préférences des électeurs. Toutefois, il est nécessaire de mettre en exergue dès le début le fait qu'il s'agit de partis ayant des origines et des discours bien différents.

### *Le Front National : un ouvreur de piste*

En ordre de création, le Front national fut fondé en 1972 par un tissu de réseaux liés à l'Ordre Nouveau. Présidé jusqu'en 2011 par Jean-Marie Le Pen, le FN connaît une succession en famille, dans la personne de Marine Le Pen. La première présidence du parti est liée au nom d'un ancien combattant de l'Algérie française et, à l'époque, un jeune député poujadiste qui mise dès le début de sa carrière politique sur des thèmes nationalistes et anti-immigration. La différence avec le système traditionnel de partis émerge de l'appellation-même de la nouvelle formation politique : il s'agit du « Front national pour l'unité française ». La préférence pour une parole utilisée dans le langage militaire pour désigner l'espace occupé par une troupe en ordre de bataille n'est pas innocente. Le Front est dès le début un parti critique par rapport à la question algérienne et assume sa position dans la première appellation où nous retrouvons l'exaltation de l'unité nationale. C'est aussi un Front en combat ouvert avec la présumée direction néfaste de la dérive cosmopolite promue par les élites socialistes et d'origine gaulliste. En bref, un Front qui se met en position de défense contre une évolution régressive qui couvre à la fois des

aspects économiques, culturels, moraux<sup>55</sup>. De ce point de vue, depuis sa création le FN peut être décrit comme étant « décliniste », à savoir le promoteur d'une voix critique par rapport à ce que l'on décrit constamment comme étant une France sur le déclin, voir même une France dont la survie est menacée<sup>56</sup>.

Stratégiquement, le FN se place ainsi à la droite du principal parti de centre-droit, le Rassemblement pour la République (RPR), et emblématiquement adopte le symbole d'une flamme tricolore, un logo inspiré par celui du Mouvement social italien. Au-delà de l'accent mis sur l'identité nationale et les valeurs de la communauté organique (n.a. la « France aux Français »), avec un intérêt particulier pour une société de l'ordre et de la discipline, le Front national dénonce dès la fin des années 1970 les « dangers de l'immigration » et adopte un style provocateur, ouvertement assumé par le slogan de 1981 « Les Français d'abord ! », position maintenue depuis. En bref, le nativisme en clé d'exaltation de la communauté organique des Français est associé à une vision *conspirationniste* de l'histoire et à la diffusion simultanée de diagnostics de crises et de solutions miracles. Il y a ainsi, d'un côté, « la description d'un pays qui a déjà un pied dans la tombe » et de l'autre l'identification d'une solution miracle que seule l'arrivée au pouvoir du Front national peut garantir<sup>57</sup>. À cet égard, le Front se place en continuité avec les symboles de la nation française par le biais d'une comparaison implicite avec le miracle de l'épopée de Jeanne d'Arc, l'héroïne qui mobilisa les forces nationales pour repousser les envahisseurs d'alors hors de France<sup>58</sup>.

Initialement la formation reste périphérique dans les élections (que ce soient celles nationales, sous-nationales ou européennes) et dans les débats publics. Le FN fait un saut dans la pertinence politique à partir des années 1980<sup>59</sup>. En parallèle, le parti façonne les débats. C'est le cas des prises de position par rapport aux dérapages négationnistes des années 1980, des positions radicales sur l'immigration musulmane et, enfin, sur la dénonciation constante des élites aux pouvoirs et de leurs valeurs malsaines. C'est notamment dans les élections de 1986, dans un contexte de permissivité (temporaire) due au changement du système électoral, que le Front National réussit à former un groupe parlementaire. Malgré le retour à un scrutin défavorable, uninominal majoritaire à deux tours, la visibilité du parti augmente en parallèle avec celle de son *leader* et, en 2002, Jean-Marie Le Pen réussit à se

<sup>55</sup> René Monzat, « Le Front National et les droites populistes xénophobes européennes », *Recherches internationales*, no. 92, octobre-décembre 2011, pp. 13-30.

<sup>56</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>57</sup> *Ibidem*.

<sup>58</sup> *Ibidem*.

<sup>59</sup> Marco Tarchi, *Italia Populista...*cit. ; Jean-Yves Camus, « Le Front National (FN), une droite radicale française ? », Friedrich Ebert Stiftung, Bureau de Paris, avril 2014, disponible à : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/10669.pdf> (consulté le 22 janvier 2018).

qualifier au second tour du scrutin présidentiel, performance répétée par sa fille en 2017. Dominé par la personnalité du *leader*, le parti développe progressivement son organisation et, malgré des scissions plus ou moins régulières, acquiert stabilité et pénétration territoriale ainsi que diversification organisationnelle<sup>60</sup>. Initialement un parti de niche, à partir des années 1990, le FN élargit, diversifie et stabilise sa base électorale, avec un ancrage de plus en plus stable comme conséquence directe de la prolétarianisation de sa base électorale et la pénétration électorale au Nord de la France<sup>61</sup>. Avec le changement de direction de 2011, la triade nativisme, autoritarisme et populisme est sujette à une *customisation* selon la vision de Marine Le Pen. Sans abandonner le noyau dur des valeurs du FN<sup>62</sup>, elle en atténue l'intensité et propose un renouveau partiel avec des thèmes comme la République et la laïcité. L'opposition par rapport au « système » et à ses élites reste particulièrement importante, comme le rappelle Marine Le Pen avec sa fameuse promesse de « pourrir la vie au gouvernement »<sup>63</sup>. Bien que cette *customisation* stratégique (ou « dédiablement ») n'ait provoqué un bouleversement radical des valeurs qui restent centrées sur la défense contre l'immigration – le communautarisme et l'islamisme – une ligne de faille s'est progressivement propagée dans le parti entre les défenseurs de la continuation avec les thèmes traditionnels et les souteneurs du changement partiel proposé par Marine Le Pen. L'accent mis sur la normalisation de l'image du FN permet toutefois au FN de réaliser ses meilleurs scores dans les élections présidentielles de 2012 et 2017, bien que le résultat aux législatives reste plutôt moyen.

### *La France insoumise : la voix à la gauche !*

La France Insoumise fut créée en 2016, héritant une partie de la structure du Parti de gauche fondé en 2009 par des scissionnistes du Parti socialiste, dont notamment Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez. Dès ses débuts,

<sup>60</sup> Virginie Martin, Gilles Ivaldi, Grégory Lespinasse Grégory, « Le Front national entre clientélisme et recherche d'un enracinement social », *Critique internationale*, vol. 4, 1999, pp. 169-182 ; Gilles Ivaldi, Maria Elisabetta Lanzzone, « The French Front National: Organizational Change and Adaptation from Jean-Marie to Marine Le Pen », in Reinhard Heinisch, Oscar Mazzoleni (éds.), *Understanding Populist Party Organisation. The Radical Right in Western Europe*, Palgrave, London, 2016, pp. 131-158 ; Jean Yves Camus, « Le Front National (FN)... cit. », p. 3.

<sup>61</sup> Virginie Martin et al., « Le Front national...cit. », pp. 169-170.

<sup>62</sup> Voir à ce sujet le passage de « la préférence nationale » typique pour les années Jean-Marie Le Pen à la « priorité nationale » dans la période post 2011. Jean Yves Camus, « Le Front National (FN)...cit. », p. 5.

<sup>63</sup> « Elle présidente de région, Marine Le Pen promet de 'pourrir le gouvernement' », le 10 décembre 2015, disponible à : [elab.europe1.fr/elle-presidente-de-region-marine-le-pen-promet-de-pourrir-le-gouvernement-2633895](http://elab.europe1.fr/elle-presidente-de-region-marine-le-pen-promet-de-pourrir-le-gouvernement-2633895) (consulté le 22 janvier 2018).



le Parti de la gauche se place au centre d'un héritage mélangé autour de trois dimensions clé : le socialisme, l'écologie et le républicanisme. La structure traditionnelle d'un parti politique semble être dès le début peu utile pour un parti qui se veut proche des citoyens. Ouvertement inspiré par le modèle de Podemos, le mouvement symboliquement appelée France Insoumise allait être lancé en juin 2016, devenant officiellement un parti politique en janvier 2017. Le programme de la France Insoumise valorise la césure typiquement populiste entre peuple et élites. L'appellation-même est significative et renvoie à un soulèvement, une opposition forte contre l'autorité de fait. Le parti se place, d'ailleurs, en opposition directe avec le système de la Cinquième République proposant une nouvelle Constitution afin de mettre fin à ce qu'ils appellent une monarchie constitutionnelle, en faveur d'un système caractérisé par une présidence plus faible et par des élections basées sur le scrutin proportionnel. Dans le contexte de la réforme institutionnelle, la FI propose la codification du droit de révocation des élus par référendum en cas de réponse manquée aux engagements pris dans la campagne électorale. Au niveau économique, le parti se place explicitement du côté du « peuple-plèbe », qui doit être protégé en matière de droit du travail. Tout comme dans le cas du Front National, l'UE figure parmi les ennemis à combattre surtout sur le terrain de la politique monétaire, mais également du point de vue de la politique environnementale. Notons à cet égard que la FI présenta un des programmes les plus écologistes des campagnes électorales de 2017. Si le nativisme est le signe distinctif du FN, l'inclusion est la toile de fond du programme de FI. Cela émerge du titre choisi pour le programme lancé en décembre 2016, « L'Avenir en commun » et des thèmes traités (par exemple paix, progrès humain, frontières de l'humanité, etc.)<sup>64</sup>. Toutefois, cette inclusion a des limites et la position pragmatique sur la question de l'immigration l'illustre amplement. À ce propos, Jean-Luc Mélenchon a plusieurs fois soutenu le devoir de solidarité à l'égard des demandeurs d'asile, avec des positions plus nuancées par rapport à la capacité limitée de la France d'accueillir des « migrants économiques » et – surtout – à la nécessité d'intervenir sur les causes des phénomènes migratoires<sup>65</sup>.

Tout comme dans le cas du FN, la FI est caractérisée par une direction forte, assumée depuis sa création par Jean-Luc Mélenchon, membre de longue date du Parti socialiste et homme politique avec une longue carrière. Malgré la critique du système politique, à la fois Mélenchon et Le Pen sont *de facto* des hommes politiques de carrière. Les deux partis sont différemment organisés. Par rapport à la structure hiérarchique du FN, la FI insiste sur l'implémentation

<sup>64</sup> Pour plus de détails voir Jean-Luc Mélenchon, *Avenir en commun. Le programme de la France insoumise et son candidat Jean-Luc Mélenchon*, Seuil, Paris, 2016 et <https://avenirencommun.fr/> (consulté le 22 janvier 2018)

<sup>65</sup> Voir à ce sujet : <https://avenirencommun.fr/le-livret-migrations/> (consulté le 22 janvier 2018)

d'une organisation souple, « légère », semblable à un mouvement où coexistent différentes appartenances politiques. L'opposition au « système » passe non seulement par le nom et le message du parti mais aussi par la structure choisie au niveau de l'organisation. Les innovations organisationnelles sont multiples : le parti repose sur un réseau de 5000 groupes d'appui répartis au niveau national, il a lancé un processus d'élaboration collective du programme électoral de 2017 et il a mis en place une commission électorale tirée au sort<sup>66</sup>. Mentionnons, enfin, que la nouveauté du parti mais aussi la gestion télématique de l'organisation limitent les informations disponibles sur le fonctionnement du parti et multiplient les accusations d'un pouvoir limité des militants et une concentration des levées de décision dans les mains d'un petit groupe de non-élus<sup>67</sup>.

### *La Ligue du Nord : d'un populisme ethno-régionaliste à un populisme pragmatique*

Si l'on passe les Alpes et l'on prend en considération le cas italien, nous retrouvons le cas de la Ligue du Nord, fondée en 1989 dans un contexte caractérisé par la désaffection croissante envers une vie politique dominée par la Démocratie chrétienne en coalition avec d'autres petits partis<sup>68</sup>. Les scandales de corruption qui éclatent au début des années 1990 mettent en évidence la capillarité du réseau de clientélisme contrôlé par les principaux partis parlementaires. Dans ce contexte, la Ligue du Nord fut organisée sur la base de six mouvements autonomistes du Centre et du Nord de l'Italie<sup>69</sup>. Tout comme dans le cas du FN et de la FI, nous retrouvons l'importance de la direction du *leader* fondateur, Umberto Bossi et, depuis 2013, de l'actuel *leader* Matteo Salvini. Bien que considérée par certains comme un parti anti-politique<sup>70</sup>, la plupart de la littérature reconnaît dans les traits programmatiques de la LN la triade fondatrice de la droite radicale populiste : le nativisme, l'autoritarisme et le manichéisme populiste<sup>71</sup>. Tout comme dans les deux cas ci-avant mentionnés,

<sup>66</sup> « La France insoumise affine son organisation et sa méthode », *Libération*, le 26 novembre 2017, disponible à : [www.liberation.fr/france/2017/11/26/la-france-insoumise-affine-son-organisation-et-sa-methode\\_1612643](http://www.liberation.fr/france/2017/11/26/la-france-insoumise-affine-son-organisation-et-sa-methode_1612643) (consulté le 22 janvier 2018).

<sup>67</sup> *Ibidem*.

<sup>68</sup> Maurizio Cotta, Pierangelo Isernia (éds.), *Il gigante dai piedi d'argilla*, Il Mulino, Bologna, 1996.

<sup>69</sup> Duncan McDonnell, « A Weekend in Padania: Regionalist Populism and the Lega Nord », *Politics*, vol. 26, 2006, pp. 126-132.

<sup>70</sup> Alfio Mastropaolo, *La mucca pazza della democrazia. Nuove destre, populismo, antipolitica*, Bollati Boringhieri, Torino, 2005.

<sup>71</sup> Daniele Albertazzi, Duncan McDonnell, « The Lega Nord Back in Government », *West European Politics*, vol. 33, no. 6, 2010, pp. 1318-1340 ; Marco Tarchi, *Italia Populista...cit.*

la Ligue fut présentée en opposition avec l'organisation et le fonctionnement des partis traditionnels. Umberto Bossi avait d'ailleurs affirmé que la Ligue était un mouvement populaire et non pas un parti<sup>72</sup>. Cette différenciation émerge aussi du recours à ce que l'on appelle habituellement le *Stammtisch*, le discours de bar. Les exposants de la Ligue ont savamment investi dans un langage simple, parfois même vulgaire, afin de mettre en exergue la similitude avec le peuple.

Au-delà de l'accent mis sur la dénonciation des appareils politico-financiers européens et mondiaux, jusqu'en 2014, la Ligue avait construit son argumentation sur les conséquences nocives sur le plan économique, culturel et moral que les élites de Rome auraient apporté au peuple du Nord. C'est d'ailleurs autour du clivage centre vs. périphérie, que la Ligue trouve la tribune pour galvaniser ses électeurs. En s'opposant au centralisme de Rome et aux privilèges injustes accordés aux gens du Sud, la LN milite constamment pour la défense politique, économique et morale des habitants du Nord (qui représentent, dans ce schéma, la périphérie exploitée)<sup>73</sup>. À ce stade, Woods rappelle que les premiers documents programmatiques de la Ligue exaltaient le mode de vie des communautés de montagnards qui avaient su résister au fur du temps aux intempéries de l'histoire<sup>74</sup>. C'est dans cette logique que l'on construit une narration spécifique qui puisse mettre en action des symboles et des valeurs qui rendent réelle la communauté des habitants du Nord. C'est pour cette raison que la Ligue brandissait abondamment les symboles d'une identité différente, en contraste avec celle de l'Italie. Pour cette raison, la Ligue s'invente un passé en opposition avec le colonialisme de Rome, en mettant l'accent sur le patrimoine celtique et en mettant en scène de véritables spectacles comme dans le cas de l'ampoule contenant l'eau du Pô successivement déversée dans la lagune de Venise.

Jusqu'en 2014 et à l'abandon en décembre 2017 du « Nord » dans le sigle du parti, le message de la LN peut être synthétisé par la nécessité de rapprocher la politique de la volonté générale du peuple, défini comme la communauté des habitants du Nord. Dans ce contexte, le critère d'exclusion a été principalement construit par rapport aux habitants du Sud. Sous la direction d'Umberto Bossi (1989-2012), la communauté des gens du Nord a été décrite comme un groupe homogène d'entrepreneurs et des personnes surchargées par les impôts injustes exigés par Rome. En considérant les changements au niveau du contexte, les discours de LN élargissent le registre des ennemis, en incluant une dénonciation sévère des dangers dus à l'immigration<sup>75</sup>. Pendant un certain temps, la Ligue du Nord a mobilisé le ressentiment contre les immigrants post-

<sup>72</sup> Dwayne Woods, « The Many Faces of Populism: Diverse but not Disparate », *Research in Political Sociology*, vol. 22, 2014, pp. 1-25.

<sup>73</sup> Marco Tarchi, *Italia Populista...cit.*

<sup>74</sup> Dwayne Woods, « The Many Faces of Populism...cit. ».

<sup>75</sup> Marco Tarchi, *Italia Populista...cit.*

communistes et a cultivé ce que la littérature appelle un sentiment de victimisation, en véhiculant l'image de la communauté organique des indigènes abandonnée par les élites cosmopolites à une invasion en masse. Depuis 2012, le parti a de plus en plus utilisé des arguments interconnectés tels que l'opposition à l'immigration et la critique de l'Union européenne pour renforcer la résonance au niveau national et renforcer l'alliance avec d'autres partis de la droite populiste européenne, tel que le Front national. En même temps, dans la tentative de renforcer la base électorale, la direction Salvini a diminué l'importance accordée à la communauté du Nord et a amplifié la base de mobilisation avec une structure organisationnelle homologue au Sud, « Nous avec Salvini ».

### *Le Mouvement Cinq Étoiles : le triomphe de la démocratie directe*

Depuis sa création, le M5S a été associé à un véritable tremblement de terre dans la vie politique italienne. De fait, depuis l'effondrement de la Première république italienne suite au scandale des pots-de vin, *Tangentopoli*, aucun parti n'avait réussi à démanteler le bipolarisme de la Seconde république<sup>76</sup>. Sa relevance du point de vue de son pouvoir en sièges et son refus de collaboration à une coalition de gouvernement en 2013, porte le M5S rapidement au centre de l'attention du public, des médias et de la classe politique. Il est alors important de mettre en évidence, dès le début, le fait qu'il y a une absence de consensus au sein de la littérature par rapport à sa classification. Un seul point fait converger les spécialistes : c'est la capacité du M5S de traduire en politique la méfiance des Italiens à l'égard des hommes politiques. Au-delà de ses traits antipolitiques, pour certains, le M5S fait partie des représentants du populisme de gauche, une proposition italienne du modèle de Podemos. C'est sur cette ligne d'interprétation que se situent des auteurs comme Pedrazzani et Pinto qui mettent en évidence la capacité du Mouvement d'attirer un bassin d'électeurs qui avaient précédemment voté à gauche<sup>77</sup>. Corbetta<sup>78</sup> nuance cette analyse en précisant que le vote pour le M5S n'est pas tout simplement le vote des perdants économiques de la globalisation ou celui des perdants culturels de la globalisation. Ce n'est pas une traduction du conflit

---

<sup>76</sup> *Ibidem*.

<sup>77</sup> Andrea Pedrazzani, Luca Pinto, « Gli elettori del Movimento 5 stelle », in Piergiorgio Corbetta, Elisabetta Gualmini (éds.), *Il partito di Grillo*, Il Mulino, Bologna, 2013, pp. 89-122.

<sup>78</sup> Piergiorgio Corbetta, «Paradossi, speranze e disillusioni della democrazia digitale in Italia: la lezione del Movimento 5 stelle», in *Idem* (éd.), *M5s. Come cambia il partito di Grillo*, Il Mulino, Bologna, 2017, pp. 241-271.

centre vs. périphérie, comme dans le cas de la LN. Pour la précision, pour Corbetta, il y a un tout petit peu de toutes ces dimensions. Le M5S met au centre de ses stratégies de mobilisation une question éthique : l'opposition à une corruption de la démocratie. Il est donc difficile d'analyser le M5S du point de vue de l'opposition identifiée par Mudde et Kaltwasser entre les exclus et les inclus. Tarchi<sup>79</sup> considère, alors, le M5S comme un idéal-type du populisme. Sur la même longueur se situe Chiapponi, qui l'associe au dernier arrivé de la longue liste des populismes italiens<sup>80</sup>.

Au centre de toute analyse du M5S se retrouve la figure de son fondateur Beppe Grillo. Un comique très connu, Beppe Grillo avait été ostracisé et exclu de la télévision publique à la fin des années 1980 suite à une satire très percutante du Parti socialiste. Malgré ce cordon qui lui empêche d'avoir accès à la télévision, la popularité de Grillo se maintient et même augmente grâce à des spectacles qui mettent ensemble satire et politique à partir des thèmes comme la sauvegarde de l'eau publique et l'écologie, la critique des partis politiques et de la classe politique en général. Notons que ces thèmes deviennent le *Leitmotiv* du blog de Grillo et sont repris dans les cinq étoiles qui caractérisent le logo et l'appellation du Mouvement : l'eau publique, les transports « durables », le développement, la connectivité et l'environnement. La rencontre en 2005 avec Gianroberto Casaleggio, expert en technologies de l'information et entrepreneur informatique, change les données et dès 2005, Grillo encouragea ses fans à organiser des groupes locaux sur la plateforme MeetUp<sup>81</sup>. Avec l'aide de la technologie, les fans de Grillo sont facilement reconvertis en militants. C'est sur cette base qu'en octobre 2009 ont été créés des groupes locaux et des listes civiques qui donnent naissance à un Mouvement qui se qualifie dès ses débuts comme un non-parti. Tout au contraire, le mouvement insiste sur son manque de structuration et se définit comme une association libre de citoyens<sup>82</sup>. L'opposition aux formes traditionnelles de médiation et de participation politique est au centre de son document fondateur :

« Le mouvement veut être le témoin de la possibilité de réaliser un échange d'opinions efficace et efficient au-delà des liens associatifs et partisans et sans la médiation d'organes directeurs ou représentatifs, en reconnaissant à tous les utilisateurs

<sup>79</sup> Marco Tarchi, *Italia Populista...*cit., p. 355.

<sup>80</sup> Flavio Chiapponi, *Democrazia, populismo, leadership: il MoVimento 5 Stelle*, Epoké, Novi Ligure, 2017.

<sup>81</sup> Lorenzo Mosca, « The Five Star Movement: Exception or Vanguard in Europe? », *The International Spectator. Italian Journal of International Affairs*, vol. 49, no. 1, 2014, pp. 36-52.

<sup>82</sup> Article 1 du Non-statut du Mouvement, disponible à : <http://www.beppegrillo.it/listeciviche/liste/arcidosso/non-statuto-del-movimento-5-stelle-di-arcidosso.html> (consulté le 22 janvier 2018).

du réseau le rôle de gouvernement et de fournisseur de direction normalement attribué à un petit nombre »<sup>83</sup>.

Sur ce socle, le programme du Mouvement se propose d'induire un changement radical non seulement de la manière de faire la politique mais aussi de la société et tout cela à travers l'utilisation intensive et extensive de l'espace digital. L'agora numérique devient pour le Mouvement non seulement le synonyme de l'espace de la vraie démocratie, mais aussi un soutien indispensable pour son organisation. D'un point de vue quantitatif, selon les dernières données, plus de 140.000 activistes participent à la vie du Mouvement et, lors de la dernière législature, 326 propositions de loi y ont été débattues et commentées<sup>84</sup>. En bref, l'agora numérique est présentée comme la preuve de qualité du Mouvement. Le fonctionnement organisationnel du M5S se veut être une application des pratiques de la démocratie directe par le biais des nouvelles technologies afin de garantir la participation par le bas et promouvoir une démocratie liquide. Mais ces pratiques participatives ne sont qu'une partie de l'histoire, compte tenu du rôle central que Beppe Grillo assume encore dans le Mouvement bien qu'il n'ait jamais été candidat à une fonction organisatrice ou publique. De fait, Grillo détient le contrôle légal du M5s et exerce souvent un pouvoir discrétionnaire sur la gestion du parti à partir des règles pour la désignation des candidats jusqu'à la gestion des voix critiques<sup>85</sup>.

Tout comme la LN, le M5S peut être défini comme un parti populiste qui valorise l'opposition manichéenne entre le peuple et les élites et qui se présente comme allant au-delà des schémas traditionnels de gauche ou de droite<sup>86</sup>. Mais, plus que la Ligue, il se présente comme un acteur non idéologique ce qui lui permet la mobilisation d'un électorat attiré par la protestation par rapport à la politique habituelle. Au centre du programme du M5S se retrouve alors la critique radicale de la démocratie représentative, telle qu'elle est implémentée et gérée par l'actuelle classe politique, considérée comme une caste corrompue :

« Les hommes politiques sont devenus nos maîtres, nous leurs domestiques plus ou moins inconscients. La pyramide doit être inversée, celui qui est élu doit

---

<sup>83</sup> Article 4 du Non Statut, *ibidem*.

<sup>84</sup> «Il MoVimento 5 Stelle un'eccellenza della democrazia diretta », 30 novembre 2017, disponible à : [http://www.beppegrillo.it/2017/11/il\\_movimento\\_5\\_stelle\\_uneccellenza\\_della\\_democrazia\\_diretta.html](http://www.beppegrillo.it/2017/11/il_movimento_5_stelle_uneccellenza_della_democrazia_diretta.html) (consulté le 22 janvier 2018).

<sup>85</sup> Marco Tarchi, *Italia Populista...*cit.

<sup>86</sup> «Il M5S non è di destra né di sinistra », 11 janvier 2013, disponible à : [http://www.beppegrillo.it/2013/01/il\\_m5s\\_non\\_e\\_di\\_destra\\_ne\\_di\\_sinistra.html](http://www.beppegrillo.it/2013/01/il_m5s_non_e_di_destra_ne_di_sinistra.html) (consulté le 22 janvier 2018).

accomplir une tâche, appliquer le programme et informer le public. Les hommes politiques utilisent leur mandat pour accroître leur pouvoir et leur visibilité »<sup>87</sup>.

Dans le discours du M5S, les hommes politiques sont corrompus et lointains et la solution apparaît très simple. Il s'agit de l'application de la démocratie directe où les citoyens puissent décider. De ce point de vue, il nous semble important de souligner que la critique de la démocratie représentative est avant tout la critique des formes d'intermédiations et cela d'autant plus que les hommes politiques deviennent une source de corruption (économique mais aussi morale).

## **POPULISME ET DÉMOCRATIE : QUATRE CAS POUR EN ENTENDRE LE RAPPORT**

Ayant décrit brièvement les caractéristiques principales des partis dont nous voulons tracer une comparaison, il nous est donc possible d'exposer les raisons pour lesquelles il est possible de les encadrer tous à l'intérieur de la même catégorie analytique. En effet ils partagent tous les traits essentiels du populisme, en particulier l'appellation au peuple et son « ethicisation » (à savoir, une considération du peuple comme toujours honnête, juste et probe)<sup>88</sup>. Nous avons déjà eu l'occasion de tracer un schéma des éléments fondamentaux que cet appel comporte. À travers l'analyse qui suit, nous nous proposons de démontrer comment il est possible de reconduire à la même catégorie politique un mouvement récemment fondé par un tribun de gauche (la FI de Mélenchon), un parti traditionnellement associé à la « droite radicale »/droite radicale populiste<sup>89</sup> (le FN), un parti ayant une origine (ethno)régionaliste<sup>90</sup> qui propose des réformes économiques à caractère libéral comme la Ligue du Nord et un mouvement qui réclame et assume son extranéité au binôme droite-gauche (le M5S). Ce type d'exercice peut apparemment confondre et donner l'impression de désordre analytique. Toutefois, le fait de prouver l'existence d'un dénominateur commun sert non seulement à confirmer ultérieurement la validité scientifique du concept, mais aussi à expliquer un phénomène politique que nous avons du mal à encadrer avec les instruments conceptuels traditionnels de la science politique. Naturellement, nous n'allons pas insister seulement sur les

---

<sup>87</sup> « Comunicato politico numero trentatre », 11 avril 2010, disponible à : [http://www.beppegrillo.it/2010/04/la\\_grecia\\_sta\\_b.html](http://www.beppegrillo.it/2010/04/la_grecia_sta_b.html) (consulté le 22 janvier 2018).

<sup>88</sup> Flavio Chiapponi, *Il populismo nella prospettiva della scienza politica*, Erga, Genova, 2014.

<sup>89</sup> Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 2009.

<sup>90</sup> Alberto Spektorowski, « Ethnoregionalism: The Intellectual New Right and the Lega Nord », *Global Review of Ethnopolitics*, vol. 2, no. 3-4, 2003, pp. 55-70.

traits communs de ces formations politiques, mais nous nous proposons de mettre en exergue les éléments de différenciation. Cela nous permettra, par la suite, de mieux distinguer des *species* différentes à l'intérieur du même *genus* populiste, clarification qui nous consentira de ne pas appréhender les quatre acteurs étudiés comme un simple amalgame dont les composantes seraient difficilement discernables.

Analyser le type d'appel au peuple promu par ces acteurs peut nous aider à comprendre le rapport délicat entre populisme et démocratie, c'est-à-dire cela peut nous permettre de répondre à la question de recherche qui fournit la prémisse de cet article. L'appel au peuple que formulent les populistes, en effet, contribue à corroborer la validité de ce qui a été écrit par Mény et Surel dans un texte séminal. Selon les deux auteurs, le populisme ne se situe ni au cœur des institutions démocratiques, ni entièrement en dehors de celles-ci. Toutefois, à travers la voix de ces partis de « mauvaise réputation »<sup>91</sup>, une dimension positive est mise en évidence, la possibilité de maintenir à l'intérieur du circuit électoral et politique un grand nombre d'électeurs profondément insatisfaits par les « promesses non-maintenues de la démocratie »<sup>92</sup>. C'est dans cette logique que les deux auteurs soutiennent d'une manière convaincante que le populisme se place en marge des démocraties contemporaines ; il n'est certes pas un appui sur lequel les gouvernants peuvent compter en cas de nécessité, mais il n'est certes pas un adversaire mortel. Le populisme apparaît alors comme un élément constituant et incontournable des démocraties contemporaines et comprendre le contenu de l'appel au peuple qu'ils proposent peut nous aider à éclaircir le phénomène populiste et son rapport ambigu et « marginal » avec la démocratie.

### *Les peuples du Front National*

Le Front National est souvent perçu comme étant le modèle par excellence de la droite radicale populiste européenne<sup>93</sup>. Au long de ses 45 années d'existence, le profil idéologique du FN a changé, en s'adaptant au contexte et aux défis de la compétition politique française et au *Zeitgeist* du monde globalisé. Ce changement n'est pas associé exclusivement à la stratégie de dédiabolisation lancée par la présidence de Marine Le Pen, mais puise ses origines dans les années 1980 quand le Front a progressivement abandonné son agenda néolibéral en faveur d'un programme redistributif, protectionniste et

---

<sup>91</sup> Chantal Delsol, *Populisme, les demeures de l'histoire*, Rocher, Monaco, 2015

<sup>92</sup> Norberto Bobbio, *Il futuro della democrazia*, Einaudi, Torino, 1984.

<sup>93</sup> Gilles Ivaldi, « Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes », *Pouvoirs*, no. 2 (157), 2016, pp. 115-126.



interventionniste qui le place de nos jours à gauche de l'axe économique<sup>94</sup>. Le point d'arrivée coïncide avec une greffe de plusieurs éléments associés traditionnellement à la gauche, dont notamment la laïcité et les questions de mœurs. Ce changement du point de vue de son profil économique s'accompagne, surtout à partir de 2012, à une diminution significative des ancrages social-conservateurs<sup>95</sup>. Mais, il est important de souligner que dans l'équilibre programmatique, les enjeux culturels continuent à être dominants. De ce point de vue, le FN, malgré tous les changements, reste un parti de niche, avec une forte dimension anti-immigration<sup>96</sup>.

Il est donc important de mettre en évidence le fait que les enjeux culturels sont la clé d'interprétation du profil du FN. Dans ce contexte, si l'on se réfère à la période post-2015, le laps temporel qui intéresse cette analyse, la littérature identifie d'une manière consensuelle une diminution de l'agressivité de son nativisme, bien que d'une manière peu équilibrée. Le versant de la conspiration sioniste et l'antisémitisme qui avait souvent été associés à la gestion du père de l'actuelle présidente du parti cède le pas à un nativisme presque synonyme d'anti-immigration musulmane. Il est toutefois important de souligner une constance qui renforce son inclusion parmi les partis de la droite radicale populiste : il s'agit de la prévalence des thèmes identitaires, à savoir l'appréhension de l'immigration en tant que source de tous les maux de la France qui vont de l'insécurité physique aux aspects économiques et à la perte d'identité. Une autre constance s'observe. C'est la dimension contestataire exprimée par un discours anti-élites, synonyme d'anti-partis traditionnels. Cela émerge aussi de la dénonciation symbolique de ce que Marine Le Pen appelle « l'UMPS », la caste au pouvoir qui trahit la communauté d'origine.

Dans le cas du FN, c'est le déclin de la France la clé de lecture qui relie les trois acceptions du peuple et, selon notre analyse précédente, la position du Front national par rapport à la démocratie représentative. La position anti-élites est justifiée, en premier lieu, en vue d'une restauration du peuple français en tant que peuple souverain. Pour ce faire, d'une manière continue depuis 45 années, le Front national met en rapport de cause à effet les enjeux culturels relatifs à l'immigration et la défense du peuple contre des élites qui ne respectent pas ses intérêts politiques, économiques et culturels. À ce propos, le FN rejoint la France insoumise et l'appel à « donner un coup de balai » à l'élite corrompue et éloignée du peuple. L'anti-élitisme rime alors, tout comme pour Mélenchon, avec un appel constant à renouveler la classe politique.

En faisant référence aux « 144 engagements présidentiels »(2017)<sup>97</sup>, la restauration de l'autorité du *démos* français se synchronise parfaitement avec le

<sup>94</sup> Gilles Ivaldi, Andrej Zaslove, « L'Europe des populismes : confluences et diversité », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 53, no. 1, 2015, pp. 121-155.

<sup>95</sup> *Ibidem*.

<sup>96</sup> *Ibidem*.

<sup>97</sup> Disponible à : <http://www.frontnational.com/pdf/144-engagements.pdf> (consulté le 22 janvier 2018).

deux autres déclinaisons du peuple-classe et du peuple-nation. Cette synchronisation est assumée par l'engagement no. 1 :

« Retrouver notre liberté et la maîtrise de notre destin en restituant au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique). Pour cela, une négociation sera engagée avec nos partenaires européens suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne. L'objectif est de parvenir à un projet européen respectueux de l'indépendance de la France, des souverainetés nationales et qui serve les intérêts des peuples »<sup>98</sup>.

La restauration de l'autorité *démos* par le biais de l'utilisation augmentée du référendum est justifiée au nom du destin du peuple, de l'indépendance de la France, de la souveraineté nationale et, enfin, des intérêts du peuple. Quatre objectifs forts – destin, indépendance, souveraineté et intérêts – tous liés par un tissu de relations et de valeurs qui préexistent et perdurent depuis des siècles. Dans cette logique, le FN veut remettre au centre de l'agenda politique la communauté nationale. Le *démos* et ses ambitions politiques se superposent alors à l'*ethnos* et ses liants culturels en vue de garantir le peuple-plèbe et ses intérêts matériels. La restauration de l'autorité du peuple emmène alors directement au besoin urgent de défendre le patrimoine matériel du peuple par un retour au protectionnisme au niveau du marché (par l'attribution des marchés publics aux entreprises françaises ou par une taxation des entreprises qui préfèrent employer des étrangers) et à des restrictions au niveau des politiques sociales (l'attribution des minimas sociaux seulement aux membres de la communauté autochtone). En restaurant l'autorité du peuple-*démos* d'autres conséquences importantes en découlent : la traduction des intérêts des Français dans un agenda politique qui mette fin à l'immigration « incontrôlée » par le biais d'une modification, voire même suspension des accords Schengen, un durcissement des conditions d'obtention de la citoyenneté, l'imposition de quotas d'immigration (Les engagements no. 24 à 27<sup>99</sup>). Dans cette logique, le FN s'érige en défenseur de la communauté des autochtones contre l'islamisation et en vue d'un retour aux traditions, aux valeurs des Français, *in primis* la laïcité.

Dans un circuit logique, les dysfonctionnements de la politique française et les carences des élus se reflètent dans les failles au niveau de la vie des Français et la solution se dévoile dans toute sa simplicité et immédiateté : la « priorité aux Français » à la fois par rapport aux élites politiques et aux engagements internationaux.

Enfin, tout comme dans la littérature, nous retrouvons le référendum comme clé de voûte de la vision que le FN propose pour la démocratie française. La candidate FN propose comme engagement no. 2 :

---

<sup>98</sup> *Ibidem.*

<sup>99</sup> *Ibidem.*

« Organiser un référendum en vue de réviser la Constitution et conditionner toute révision future de la Constitution à un référendum. Élargir le champ d'application de l'article 11 de la Constitution »<sup>100</sup>.

La restauration de l'autorité du peuple passe par une politique basée sur la proximité, une politique qui puisse modifier les décisions des élites, comme dans le cas d'un référendum qui laisse la voix aux Français pour décider la sortie de l'Europe ou de l'euro (engagement no. 1)<sup>101</sup>.

Il est important, selon nous, de souligner la traduction du culte de l'ordre et de l'autorité dans une proposition d'une réforme de l'État en vue de plus de verticalité, simplification et proximité. Il y a selon nous dans cette triade une vision césariste du pouvoir politique dans une démocratie qui renforce le lien entre le président et le peuple, diminue les interférences des intermédiations et garantisse l'ordre. L'engagement no. 6 prévoit ainsi un État vertical avec la suppression de la moitié des niveaux administratifs. Cette simplification administrative est facilitée par trois autres engagements : une augmentation de la représentativité des élus en cas d'adoption d'un scrutin proportionnel intégral (engagement no. 2) ; la réduction du nombre des parlementaires à 500 (l'engagement no. 3) et un renforcement du rapport direct entre le chef de l'État et le peuple-*démos* par le biais d'un référendum d'initiative populaire sur proposition d'au moins 500.000 électeurs (engagement no. 4)<sup>102</sup>.

Sur base de cette analyse très schématique, nous identifions une relation transitive entre les trois acceptions du peuple qui fait que, dans le programme du FN, les arguments en faveur de la restauration de l'autorité du *démos* (x) sont liés à la nécessité de garantir le peuple-plèbe (y) et limiter les distorsions au niveau matériel. La défense des intérêts matériels passe par une tutelle renforcée du patrimoine culturel (z). Mais pour que l'image d'une lutte entre les patriotes (le FN) et les mondialistes corrompus (l'UMPS et, par la suite, Macron) fonctionne, il est important de souligner que x et y sont en relation et que y et z sont en relation, alors x et z sont en relation aussi. Cette transitivité garantit l'objectif final : la France des Français (au niveau politique, économique et culturel), à savoir une France libre et puissante, prospère et juste, sûre et fière.

### *La France Insoumise*

À première vue, le parti récemment fondé par Jean-Luc Mélenchon<sup>103</sup> et les autres *insoumis* semble insister seulement sur les deux premières dimensions de l'appel au peuple typique du populisme, à savoir l'appel au peuple *démos* et

---

<sup>100</sup> *Ibidem*.

<sup>101</sup> *Ibidem*.

<sup>102</sup> *Ibidem*.

<sup>103</sup> Le mouvement a été lancé le 10 février 2016.

au peuple *plebs*. À cet égard, Mélenchon a toujours invoqué la fin de la « monarchie présidentielle », quatrième point du programme des *Insoumis* :

« La monarchie présidentielle actuelle marginalise le Parlement. Le président peut dissoudre l'Assemblée, mais celle-ci ne peut le renverser. Conséquence : les députés agissent plus souvent comme des godillots, obligés du monarque, que comme représentants du peuple souverain. Ce système est une anomalie démocratique.

Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :

Abolir la monarchie présidentielle en instaurant un régime parlementaire stable dans lequel le gouvernement détient le pouvoir exécutif et est responsable devant le Parlement, transférer le pouvoir de nomination au Parlement.

Élire l'Assemblée nationale à la proportionnelle.

Supprimer le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental et créer une Assemblée de l'intervention populaire et du long terme émettant un avis sur l'impact écologique et social des lois.

Supprimer la Cour de justice de la République et soumettre les membres du gouvernement à la justice ordinaire. »<sup>104</sup>.

Parmi les premiers points du programme de 2017, nous pouvons aussi lire la volonté de « réunir une Assemblée constituante » qui soit « chargée de rédiger une nouvelle Constitution *sous le contrôle des citoyens* »<sup>105</sup>. Intuitivement, les résultats des travaux de l'Assemblée constituante voulue par la FI auraient dû être soumis à un référendum, car rien ne peut être imposé au peuple. À cet égard il est utile de mentionner que Mélenchon a dénoncé à plusieurs reprises la « trahison »<sup>106</sup> des élites françaises qui, à travers le Traité de Lisbonne, ont imposé à leurs concitoyens des normes tout à fait similaires à celles que le peuple avait rejetées en 2005 au moment du référendum sur la Constitution européenne. Il n'est donc pas difficile de remarquer à l'intérieur du discours des *Insoumis* plusieurs références au peuple-*demos*, constituant l'ensemble des citoyens français « privés » de leur souveraineté.

La deuxième dimension de l'appel populiste est aussi bien présente et évidente. L'anti-élitisme de Jean-Luc Mélenchon et la dimension tribunitienne de sa mentalité sont visibles dans toutes les prises de position. Il suffit de télécharger le programme de la *France Insoumise* pour s'en apercevoir. Déjà le deuxième point du manifeste insoumis exprime toute l'hostilité populiste envers la « caste », ou – en autres termes – contre les « patriciens » :

« La démocratie française est malade des privilèges, de l'argent-roi et de la collusion entre politique et finance. Une caste de privilégiés, coupée des réalités de la

<sup>104</sup> Programme *L'avenir en commun*, article 4.

<sup>105</sup> *Ibidem*, article 1.

<sup>106</sup> Par exemple, Jean-Luc Mélenchon, *L'Europe doit revenir en débat*, post de blog, 9 octobre 2017. (consulté le 23 janvier 2018).

vie du peuple, a confisqué le pouvoir. Cela doit cesser : la vertu doit être au centre de l'action politique »<sup>107</sup>.

Dans la perspective des *insoumis*, si le *démos* est exproprié de sa souveraineté, le peuple « *plebs* » est humilié par une caste de possédants qui lui enlève les fruits de son travail par des lois injustes qui favorisent le grand capital. Dit autrement, il s'agit de l'application d'un schéma argumentatif basé sur la défense des « petits » contre les « gros »<sup>108</sup>. La riche classe politique et économique française qui impose l'austérité « vit au-dessus de nos moyens », s'exclame Mélenchon devant ses soutiens réunis à Marseille<sup>109</sup>.

Malgré les apparences, la troisième dimension de l'appel populiste est aussi présente, quoique d'une manière moins forte. En effet, il ne s'agit pas seulement d'un mouvement de gauche traditionnelle avec des grains « dégagistes ». L'identité et les traditions du peuple français sont défendues fermement et par le tribun du parti et par ses aides. Vues les origines gauchistes du mouvement, le peuple français n'est pas ethnicisé au sens propre (personne, par exemple, ne parle de « français de souche » ou donne d'importance à la couleur de la peau). Quoique une fois présents, les dérapages xénophobes paraissent liés au passé (en 2005 Mélenchon avait textuellement invité les Lithuaniens à « aller se faire foutre »)<sup>110</sup>. Cependant, tout compte fait, une idée de « communauté organique » et de défense de son patrimoine immatériel<sup>111</sup> n'est pas absente dans le discours de Jean-Luc Mélenchon et de son parti. Au contraire, Mélenchon attribue une grande importance aux valeurs constitutives du peuple français qui se résument dans la devise « liberté, égalité, fraternité ». Son patriotisme républicain lui permet de récupérer les leçons sur la Nation française de Jean Jaurès, figure qu'il estime tant qu'il en a voulu occuper le siège à l'Assemblée Nationale<sup>112</sup> et dont il a préfacé un recueil de ses conférences en Amérique Latine<sup>113</sup>.

« La nation est un mot qui appartient au camp progressiste. Il a été récupéré par la droite. J'appelle donc à une réflexion sérieuse et non pulsionnelle. En France, c'est la République qui fonde la nation, et non l'inverse. La nation fait partie de la

<sup>107</sup> Texte disponible à : <https://laec.fr/section/2/balayer-l-oligarchie-abolir-les-privileges-de-la-caste> (consulté le 23 janvier 2018).

<sup>108</sup> Pierre Birnbaum, *Le peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Grasset, Paris, 1979.

<sup>109</sup> Jean-Luc Mélenchon, *Meeting pour la paix à Marseille*, 9 avril 2017, disponible à : <https://www.youtube.com/watch?v=yrjWwsV4zS4> (consulté le 27 janvier 2018).

<sup>110</sup> « Le jour où la France a dit 'non' », France 2, 2 juin 2005, dans Dominique Reynié, *Les nouveaux populismes*, Fayard, Paris, 2013, p. 314.

<sup>111</sup> Dominique Reynié, *Les nouveaux populismes*, cit.

<sup>112</sup> Joanne Saade, « Mélenchon voulait la place de Jaurès dans l'hémicycle », *Le Figaro*, 6 juillet 2017.

<sup>113</sup> Jean Jaurès, *Discours en Amérique Latine 1911*, Éditions Bruno Leprince, Paris, 2010.

stratégie révolutionnaire que je défends en tant que cadre dans lequel s'exerce la démocratie et comme point d'appui de la volonté populaire »<sup>114</sup>.

En conclusion, malgré le fait que les deux premiers aspects de l'appel au peuple soient dominants dans le discours de Mélenchon, il est possible de constater la présence de la troisième dimension aussi. C'est à partir de cela que Mélenchon peut être considéré à bon titre comme un populiste, définition qu'il a assumée lui-même dans le passé<sup>115</sup>. Le peuple auquel Mélenchon fait appel implique un type de démocratie profondément différente par rapport à la cinquième République en vigueur aujourd'hui, mais il ne se situe pas en dehors du cadre républicain. Au contraire, pour les « insoumis » le passage à la sixième République n'est qu'une étape absolument nécessaire pour réaliser une véritable transition vers une démocratie authentique, la seule capable de mettre en pratique les principes fondamentaux sur lesquels la nation et la république françaises se fondent.

### *La Ligue du Nord*

Comme nous l'avons déjà décrit dans l'introduction de la partie empirique, la Ligue du Nord naît comme un mélange entre un discours ethno-régionaliste et une plateforme populiste. Plus précisément, au centre du discours de la Ligue du Nord des origines se retrouve la défense du peuple du Nord, une communauté menacée avant tout dans son patrimoine matériel par une fiscalité étatique excessive mais aussi dans sa dimension culturelle par une immigration provenant à la fois du Sud et de l'étranger<sup>116</sup>. Le nativisme est décliné en clé régionaliste et identifie premièrement ses ennemis et par la suite ses frontières identitaires<sup>117</sup>. L'ennemi est avant tout le parti traditionnel italien délégitimé par l'enquête de corruption *Tangentopoli*. L'ennemi est aussi l'élite politique et administrative de Rome qui exploite la richesse du Nord. Les ennemis sont tous ceux qui viennent d'ailleurs, le Sud de l'Italie inclus, pour profiter de cette richesse en mettant en danger l'éthique du travail responsable du Nord de

<sup>114</sup> Sébastien Crépel, Hulia Hamlaoui, « Jean-Luc Mélenchon : 'Le rassemblement de la 'gauche' empêcherait le peuple de se fédérer' », *L'Humanité*, 20 septembre 2016.

<sup>115</sup> « Les belles personnes, les satisfaits, leurs griots et tous les donneurs de leçons qui tiennent le haut du pavé peuvent s'étrangler d'indignation. Ils peuvent brandir leur dérisoire carton rouge : 'Populisme !', 'Dérapage !'. J'assume. ». Jean-Luc Mélenchon, *Qu'ils s'en aillent tous*, Flammarion, Paris, 2010, pp. 11-12.

<sup>116</sup> Marco Tarchi, *Italia Populista...*cit.

<sup>117</sup> Gilles Ivaldi, Maria Elisabetta Lanzzone, « De l'usage politique du peuple 'Padano' : la construction d'identité dans le cas de la Ligue du Nord. Le peuple : théories, discours et représentations », Mars 2016, Aix en Provence, France. 2016, disponible à : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01386028/document> (consulté le 22 janvier 2018).

l'Italie. C'est par la suite que les ligues et les régions représentées sont unifiées dans une communauté imaginée et douée de symboles communs. Sur ce socle nativiste sont greffés dès le début le culte de l'ordre et de la discipline ainsi que l'opposition à l'élite politique. La Ligue du Nord s'assume ainsi le rôle d'un tribun qui milite à la fois pour installer l'autorité du peuple-*demos* padan dans une fédération, voire même une entité indépendante<sup>118</sup>, la défense du patrimoine matériel padan et, certes pas en dernier lieu, la tutelle d'un nous identitaire<sup>119</sup>. La revendication d'une communauté politique distincte renvoie à un renforcement du potentiel de négociation avec les partis du centre (y inclus le partenaire – Forza Italia) pour garantir le patrimoine matériel du Nord et pour défendre l'identité culturelle que le cosmopolitisme et la corruption de Rome mettent en danger.

Malgré le changement de direction du parti et la reconstruction d'une communauté avec des frontières plus souples qui intègrent, bien que non pas d'une manière hermétique, le Sud de l'Italie aussi. Si nous nous référons au programme présenté par Matteo Salvini en vue des élections du mars 2018<sup>120</sup>, nous devons souligner le fait qu'il s'agit d'un programme très succinct qui reprend 11 points synthétisé par : plus d'autonomie, moins d'immigration. Bien que le symbole de la LN ait éliminé le Nord et propose désormais seulement la Ligue avec « Salvini Premier ministre », le programme s'ouvre avec l'objectif de plus d'autonomie et plus de politique liée au territoire. Dans ce texte, le peuple-*demos* et presque phagocyté par le peuple plèbe compte tenu du fait que la décentralisation renforcée est justifiée avant tout en clé économique :

« Nous allons envoyer moins de l'argent des citoyens à Rome et plus d'argent restera au niveau du territoire pour se transformer dans des services et des œuvres utiles pour les citoyens »<sup>121</sup>.

L'abandon de l'accent sur le Nord n'est donc pas synonyme d'un changement radical de perspective compte tenu du fait que le peuple-*ethnos* reste fragmenté. À ce propos le premier point du programme est assez explicite :

« Unies dans le respect des diversités, les autonomies locales auront les instruments pour garantir une tutelle de la propre identité et répondre aux exigences concrètes du territoire ».

<sup>118</sup> Il y a eu des hésitations entre le fédéralisme et la sécession tout au long des années 1990s et au début des années 2000. Marco Tarchi, *Italia Populista...*cit.

<sup>119</sup> Dwayne Woods, « A Critical Analysis of the Northern League's Ideographical Profiling », *Journal of Political Ideologies*, vol. 15, no. 2, 2010, pp. 189-219

<sup>120</sup> Disponible à : <http://www.leganord.org/217-notizie/16018-matteo-salvini-programma-e-lista-dei-candidati-al-consiglio-federale> (consulté le 22 janvier 2018).

<sup>121</sup> *Ibidem*.

Si dans le cas du Front National la transitivité est fonctionnelle, dans le cas de la Ligue la dimension politique du *démos* est assujettie à la dimension économique et identitaire. Elle est certes présente, mais filtrée par les exigences de protection du patrimoine matériel et immatériel. Parmi les 11 points cités dans le programme, le lien entre la défense du patrimoine matériel et immatériel est garanti par la lutte à l'immigration (point 3). L'immigration est associée à un renforcement des contrôles et une vision sécuritaire. Le travail est défendu par des politiques protectionnistes, un découragement des délocalisations (point 4) et une révision des rapports avec l'UE (point 5).

### *Le Mouvement 5 Étoiles*

Quant au mouvement fondé par Beppe Grillo, il présente les mêmes caractéristiques identifiées dans le cas du mouvement des Insoumis, néanmoins avec quelques différences significatives. Si les adhérents au mouvement « mélenchonniste » ne font pratiquement jamais recours à une vision ethnicisée du peuple français et s'ils défendent le patrimoine immatériel de la nation française (appelée à défendre ses valeurs fondatrices), le cas des « grillini » est tout à fait différent et plus nuancé. Cela répond à des exigences stratégiques bien précises. Les sympathisants du mouvement de Grillo (d'ici vient la dénomination de ses soutiens : « grillini ») proviennent d'expériences politiques hétérogènes<sup>122</sup> et, à l'intérieur de ce rassemblement, anciens électeurs de droite ou de gauche militent ensemble<sup>123</sup>. C'est pour cette raison que Tarchi a affirmé que le Mouvement 5 Étoiles incarne la quintessence du populisme ou « le populisme à l'état pur », vu qu'il réussit à réunir des citoyens de tous côtés à partir d'un appel qui va au-delà de la droite et de la gauche<sup>124</sup>. Le populisme, en effet, a pour ambition le regroupement de tous les citoyens, dont les divisions politiques ne seraient que artificielles et créées par une caste politique qui emploie des clivages fictifs pour perpétuer son pouvoir.

C'est pour cette raison que les prises de distance du M5s sur le thème de l'immigration ne sont pas des simples « dérapages », mais le fruit d'une claire stratégie de re-composition de plusieurs sensibilités existant à l'intérieur du Mouvement. C'est en raison de cela que, à première vue, la politique migratoire du Mouvement 5 Étoiles paraît confondue et chaotique : d'un côté, les premiers adhérents du M5s étaient en bonne partie des électeurs écologistes privés de représentation politique (en raison des mauvais scores du parti « Les Verts ») ou bien des militants de gauche déçus par les choix faits par leurs

<sup>122</sup> Andrea Pedrazzani, Luca Pinto, « Gli elettori del Movimento 5 stelle », cit.

<sup>123</sup> Roberto Biorcio, Paolo Natale, *Politica a 5 stelle*, Feltrinelli, Milano, 2013, pp. 55-76.

<sup>124</sup> Marco Tarchi, *Italia Populista...*cit., chapitre 9.



propres dirigeants ; cependant, de l'autre côté, le cadre a graduellement évolué jusqu'à comprendre d'anciens sympathisants de la droite, électeurs qui ont manifesté tout leur soutien à l'occasion des élections législatives de 2013. C'est justement dans le but de ne pas déchirer l'électorat que le M5s a adopté plusieurs stratégies face à un débat parmi les plus animés de la dernière législature, à savoir l'attribution de la citoyenneté aux enfants étrangers nés en Italie (*Ius soli*). Si pour Mélenchon, comme nous l'avons vu, l'attribution de la citoyenneté n'est que subordonnée à la « simple » volonté de faire partie de la communauté nationale, en partageant ses valeurs fondatrices, pour le Mouvement 5 Étoiles la question est plus complexe et « doit être affrontée au niveau européen »<sup>125</sup>. Ce n'est pas un cas que les élus du M5s aient adopté une position ambiguë, en ayant décidé ni d'appuyer ni de contraster trop visiblement le projet de loi (qui n'a pas encore été approuvé par le Sénat). En outre, quant à la défense du peuple-*ethnos*, il faut rappeler que les « dérapages » anti-immigration de Grillo sont bien plus nombreux de ceux de Mélenchon et que plusieurs posts de son blog ont été accusés de xénophobie<sup>126</sup>. En outre, le slogan – typiquement populiste – « les Italiens d'abord » – a récemment été adopté par Luigi Di Maio, vainqueur des primaires internes au M5s et proposé par le Mouvement à la Présidence du Conseil des Ministres en cas de victoire aux élections<sup>127</sup>.

Si la dimension ethnique du peuple italien est donc bien présente dans le discours du M5s, il faut rappeler que le peuple-*demos* et le peuple-plèbe n'y sont pas absents. Dans ce numéro, la première dimension est bien examinée par Cecilia Biancalana, qui analyse les mécanismes à travers lesquels le Mouvement veut « redonner le sceptre » de la souveraineté à son détenteur légitime : le peuple. Au-delà des résultats obtenus par la réitération des votes en ligne dans la plateforme « Rousseau », ce qui compte aux buts de notre article c'est souligner le fait que, à travers le recours aux « plébiscites télématiques », le Mouvement vise à redonner aux citoyens le droit de choisir, en revendiquant explicitement la subordination des élus aux choix faits par les inscrits. Le « dédagisme » du M5s, qui veut ouvrir le Parlement comme l'on fait avec « une boîte de thon » pour laisser la place à la transparence et aux votes en ligne des citoyens, c'est emblématique du rapport qu'il entretient avec la démocratie : l'élimination politique de la « caste », qui empêche au peuple de voir ses désirs réalisés, c'est la précondition de tout futur développement démocratique. Comme dans le cas de la France Insoumise, donc, le M5s voit sa version de

<sup>125</sup> « Di Maio: Ius soli va affrontato a livello Ue », *La Stampa*, 18 septembre 2017.

<sup>126</sup> Cecilia Biancalana, « Il populismo tra malessere democratico ed esigenza partecipativa : il caso di Beppe Grillo e del Movimento 5 stelle », *Trasgressioni*, no. 56, 2013, pp. 65-67.

<sup>127</sup> « Di Maio a Ivrea: 'Prima che agli immigrati pensiamo alla qualità della vita degli italiani' », *La Stampa*, 15 janvier 2018.

« démocratie directe athénienne »<sup>128</sup> comme la seule vraie démocratie capable de réparer les dommages provoqués par l'élite politique qui se perpétue et d'empêcher une future catastrophe.

Enfin, quant à la troisième dimension – à savoir le peuple-plèbe – le Mouvement 5 Étoiles se présente comme le défenseur des petites et moyennes entreprises, auxquelles les parlementaires donnent régulièrement une partie de leur salaire à travers le financement du fond pour le microcrédit dont le Ministère du Développement Économique dispose pour soutenir les PME<sup>129</sup>. Mais pas seulement. Le Mouvement 5 Étoiles se fait promoteur d'un projet de loi visant à garantir un revenu de citoyenneté à tout indigène en-dessous du seuil de pauvreté. C'est une mesure qui concernerait 9 millions d'Italiens et qui serait financée à travers une majeure imposition fiscale sur le jeu de hasard, les banques, les compagnies pétrolières et par une réduction des « coûts de la politique »<sup>130</sup>. C'est donc à travers le soutien non seulement aux sans-emplois et aux petits retraités, mais à travers l'appui du Mouvement à toute la classe moyenne et aux entrepreneurs que le Mouvement guidé par Luigi Di Maio se présente comme le tribun de la plupart des citoyens italiens, en dehors de tout type de lutte de classe. Le seul et vrai ennemi c'est la grande finance, puissance spéculative qui ne produit rien, et non pas les entrepreneurs que le candidat « grillino » à la présidence du Conseil des Ministres veut à tout prix rassurer.

Nous avons donc remarqué que le discours et les programmes M5S présentent les trois acceptions de l'appel au peuple pour redonner d'importance à un nouveau type de démocratie : une démocratie, certes, respectueuse de la Constitution (le M5s a massivement fait une campagne victorieuse pour le « non » à la réforme de la Constitution voulue par Matteo Renzi et rejetée par référendum). Toutefois, la démocratie que les adhérents au M5s défendent veut moins d'intermédiation et plus de participation (en ligne et *offline*) de la part des citoyens, avec une prédominance de ces derniers sur les structures de médiation représentées par le Parlement. Il s'agit, encore une fois, d'un système politique qui ne veut pas subvertir les procédures démocratiques, mais qui se situe aux marges du système, en luttant pour une réforme significative.

---

<sup>128</sup> Dario Fo, Gianroberto Casaleggio, Beppe Grillo, *Il Grillo canta sempre al tramonto*, Chiarelettere, Milano, 2013.

<sup>129</sup> Dans le site qui certifie les « restitutions » des députés et sénateurs du M5s on lit : « Les parlementaires du Mouvement 5 Étoiles représentent, actuellement, un des sujets qui financent le 'fond pour le microcrédit' géré par le Ministère du Développement Économique et affecté par des intermédiaires habilités – complètement étrangers au Mouvement 5 Étoiles ».

<sup>130</sup> C'est ce qui déclare le site du Mouvement 5 Étoiles à la page suivante : <http://www.movimento5stelle.it/parlamento/REDDITOCITTADINANZA.pdf> (consulté le 23 janvier 2018).

## CONCLUSIONS

À travers l'analyse empirique que nous avons conduite jusqu'à maintenant, il nous est possible de tirer quelques conclusions à caractère général, ce qui nous permettra de pouvoir répondre à la question de recherche qui anime cet article. En premier lieu, nous avons démontré que les trois dimensions de l'appel au peuple typique des formations populistes sont partagées, quoique en mesure différente, par les quatre partis que nous avons pris en examen. Cela nous permet de confirmer le caractère transversal du populisme au binôme droite-gauche, qui paraît donc, au moins partiellement, un clivage dépassé. En d'autres termes, quoique assis dans secteurs différents de l'hémicycle parlementaire, ces acteurs politiques partagent des traits propres à la mentalité populiste, ce qui a un impact considérable sur les propositions de réforme des systèmes démocratiques qu'ils avancent dans leurs programmes et dans leurs discours publics.

En général, nous avons vu que les quatre partis jusqu'à maintenant analysés revendiquent tous un modèle de démocratie plus proche du peuple, qu'il soit « *démos* », « *ethnos* » ou « plèbe ». En ce qui concerne la première dimension, les quatre partis proposent un modèle de démocratie capable de conserver au moins les traditions et l'identité du peuple ou – dans les cas les plus « droitiers » que nous avons pris en considération – en gré de préserver une version plus ethnicisée de la population « de souche ».

Quant aux modèles démocratiques proposés pour répondre aux exigences et aux attentes du peuple, tous les populistes ci-étudiés proposent l'introduction de principes de démocratie directe : on va de la proposition de Jean-Luc Mélenchon de passage à la sixième République pour « en finir avec la monarchie présidentielle » aux tentatives faites par le Mouvement 5 Étoiles, qui a pour ambition l'instauration d'une « démocratie de la Toile » en Italie. Enfin, quant à la troisième dimension typique de l'appel au peuple des populistes, à savoir la défense de la « plèbe », les populistes visent tous à augmenter le revenu minimum des citoyens les plus démunis, à défendre les petits et moyens entrepreneurs, et, en général, tous ceux qui sont industriels et qui doivent se protéger du parasitisme de la grande finance transnationale et apatride.